



Le commerce international soutient le développement durable

Le développement durable représente l'un des plus grands défis mondiaux de notre temps. Les entreprises ne sont pas le problème, elles font partie de la solution. Le commerce international soutient le développement durable sur les plans environnemental, social et économique. Les entreprises suisses y contribuent de manière importante. C'est ce que montre notre récente analyse exhaustive d'economiesuisse.

Kofi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations unies, a **compris** l'importance du commerce international pour le développement durable: il était fermement convaincu que la cause de la pauvreté et du sous-développement n'était pas trop mais trop peu de commerce. Une analyse exhaustive d'economiesuisse arrive à la même conclusion. Notre dernier dossier politique ne se contente pas de présenter des résultats de recherche pertinents, mais montre également la contribution positive des entreprises suisses au développement durable à l'étranger.

Les trois dimensions du développement durable

Les objectifs de développement durable des Nations unies voient aussi l'intégration économique mondiale comme un moteur important du développement durable sur les plans environnemental, social et économique. Le commerce et les investissements ont ainsi entraîné d'énormes poussées de prospérité dans le monde entier, permis à plus d'un milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté depuis 1990 et, simultanément, prolongé l'espérance de vie de treize ans dans les pays les plus pauvres du monde.

L'ouverture des marchés, le commerce et les investissements directs étrangers non seulement soutiennent les dimensions économique et sociale de la durabilité, mais déploient également des effets positifs à long terme sur l'environnement. En effet, les nouvelles technologies et l'évolution des comportements des consommateurs aboutissent à une production ménageant davantage les ressources et à une demande accrue pour des produits durables sous l'angle environnemental.

Le commerce et les investissements suisses soutiennent le développement durable

Les entreprises suisses apportent une contribution importante au développement durable à l'échelle mondiale et à l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations unies. Leurs produits et services sont innovants et de grande qualité. Les firmes suisses n'exportent pas seulement leurs produits mais également leurs normes de durabilité comparativement élevées. Elles le font par le biais des investissements directs réalisés à l'étranger.

L'accès le plus ouvert possible aux marchés mondiaux revêt donc une grande importance pour les entreprises suisses mais aussi pour le développement durable. À noter toutefois que les chances de succès du développement durable dépendent aussi largement des institutions économiques et politiques des pays concernés. Or ces réformes institutionnelles doivent venir de l'intérieur, c'est-à-dire qu'elles doivent être voulues et exigées politiquement par la population et les décideurs du pays.

Des instruments politiques cohérents

Le commerce et les accords de libre-échange ne suffisent pas à équilibrer les trois dimensions du développement durable. Toutefois, les gains générés par le commerce peuvent et doivent être utilisés pour renforcer ses trois dimensions (économique, environnementale et sociale) et mieux les concilier. La promotion du développement durable exige des solutions globales et une forte implication de l'économie en tant qu'acteur clé pour plus de durabilité.

L'initiative «Entreprises responsables» compromet le développement durable

Le 29 novembre prochain, les Suisses se prononceront sur l'initiative «Entreprises responsables». Cette initiative extrême demande l'introduction de règles de responsabilité uniques au monde pour toutes les entreprises suisses. À l'avenir, ces dernières seront responsables pour toutes les fautes commises par leurs filiales à l'étranger, mais aussi pour celles commises par des fournisseurs indépendants à l'étranger. Les nouveaux risques de responsabilité, imprévisibles, peuvent contraindre les entreprises suisses à se retirer de pays en développement ou à cesser de travailler avec des producteurs locaux s'ils représentent un risque de responsabilité potentiel. Dès lors, l'initiative «Entreprises responsables» doit aussi être fermement rejetée dans l'optique de la politique de développement. Alors, le contre-projet du Parlement, applicable et coordonné à l'échelle internationale, entrerait automatiquement en vigueur.

[Ouvrir le dossier politique](#)